

des questions aussi contestées que la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés. Ils ont également décidé d'ouvrir des voies de communication destinées à réprimer la violence et les actes d'intimidation, quelle qu'en soit l'origine.

Les espoirs soulevés par la libération de Nelson Mandela, la levée de la proscription frappant certaines personnes et organisations politiques et la promesse d'une Afrique du Sud nouvelle ont, en fait, déclenché plus de troubles et d'actes de violence. Ceux qui avaient attendu patiemment, dans la colère ou le désespoir, y ont trouvé de nouvelles sources d'espoir et de détermination et éprouvent un sentiment croissant de frustration devant la lenteur avec laquelle des résultats tangibles se manifestent. Cette attitude et les réactions souvent irréflechies et brutales des forces de sécurité ont provoqué de nouveaux affrontements, plus de violences et de fréquentes tragédies. En l'absence d'une rencontre et d'un accord entre M. Mandela et le chef Mangosuthu Buthelezi, la rivalité entre l'UDF/COSATU et l'Inkatha s'est encore intensifiée. La politique du gouvernement à l'égard du Bantoustan est en passe de s'effondrer sous la pression exercée par ses citoyens qui réclament une fin à la corruption et la réintégration à l'Afrique du Sud. Face à l'impatience et au radicalisme croissants des non-Blancs, la droite radicale ultraconservatrice présente une menace tout aussi grave car ses leaders ont ouvertement menacé de prendre les choses en main afin de préserver une société Afrikaner blanche.

L'absence d'unité qui existe aussi bien dans les rangs des collectivités blanches que non blanches demeure un obstacle à la réforme et à l'établissement d'une société démocratique sans distinction raciale. Bien que les politiques du Parti démocratique, plus libérales, aient été adoptées à la hâte par le Parti national, le Parti conservateur de l'aile droite (qui déclare jusqu'à présent qu'il n'utilisera que des méthodes constitutionnelles) et, surtout, le Parti Herstigte Nasionale d'extrême droite, l'Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB), le Parti Boerestaat et d'autres ont déclaré leur opposition irréductible aux réformes de M. de Klerk. Ces partis n'hésiteront pas à prendre les armes pour parvenir à leurs fins.

À l'autre extrémité du spectre politique, il y a des non-Blancs radicaux qui sont totalement opposés aux négociations et ne veulent rien de moins qu'un renversement du pouvoir. Il y a, notamment, le Pan Africanist Congress (PAC), dont un des slogans est toujours "Une balle de fusil pour chaque colon". Le Black Consciousness Movement, l'AZAPO et d'autres sont à peine moins agressifs mais ils s'aligneront peut-être sur l'ANC afin d'éviter d'être tenus à l'écart du processus de réforme. L'ANC lui-même est loin d'avoir des politiques et un leadership monolithiques. Il existe une rivalité entre certains des leaders exilés et ceux qui ont poursuivi le combat en Afrique du Sud pendant plus d'un quart de siècle. Les membres de l'ANC s'agitent, les jeunes en particulier, qui sont plus impatients et plus radicaux et qui sont attirés par la ligne dure du PAC. Ceux qui sont revenus de Robben Island n'ont pas encore fermement établi leur position. Enfin, le chef Gatsha Mangosuthu Buthelezi, en tant que leader politique des Zoulous et de l'Inkatha qui regroupe un million et demi de partisans, représente un autre élément fort de l'opinion au sein de la collectivité noire.

## L'économie en 1990

Le ralentissement de l'économie sud-africaine en 1989 semble devoir se poursuivre en 1990. En dehors du geste symbolique de Mme Thatcher, lorsqu'elle a levé l'interdiction volontairement acceptée de nouveaux investissements britanniques, les autres pays n'ont donné aucun signe de relâchement des sanctions tant qu'il n'y aurait pas de preuve manifeste de l'abrogation, en droit, de l'apartheid ni d'une évolution vers une nouvelle constitution démocratique, sans distinction raciale. Tant que cette situation persistera, le gouvernement sud-africain sera contraint de maintenir sa politique actuelle de strictes restrictions fiscales et monétaires. Comme l'a indiqué le ministre des Finances dans la présentation de son dernier budget, l'objectif est de restructurer l'économie, de contrôler l'inflation et d'essayer de corriger les injustices créées par l'apartheid. Pour atteindre ce dernier objectif, on augmentera les investissements en faveur du logement, de l'éducation et de l'élimination de la pauvreté. Le gouvernement a déjà assigné un total de trois milliards de dollars de Rands à ces fins.

Appuyés par le président, le ministre des Finances et le gouverneur de la Reserve Bank ont bien précisé que, cette année, le gouvernement s'emploierait surtout à réduire l'inflation. Il est indispensable de le faire pour que la balance des paiements courants soit nettement excédentaire afin de financer le remboursement de la dette étrangère. Les restrictions fiscales et monétaires seront donc maintenues. Bien qu'il soit peu probable que le taux bancaire augmente, sous réserve d'influences extérieures imprévues, il ne baissera que graduellement, étant donné les efforts déployés pour assurer des taux d'intérêt réels positifs. Le taux préférentiel demeurera donc voisin de 20 %. La Reserve Bank a fixé l'augmentation de la masse monétaire (M3) entre 10 et 14 %, bien qu'à en juger d'après l'expérience passée, ces lignes directrices soient peut-être exagérément optimistes.

La modeste croissance de 2,1 % enregistrée en 1989 devrait tomber à moins de 1 % en 1990. L'économie évolue actuellement vers la stagnation et pourrait connaître une croissance négative d'ici la fin de l'année. L'inflation, cible principale du gouvernement, devrait baisser d'un cran et tomber à 13 % environ. Les dépenses de consommation et les investissements piétineront et pourraient également finir par avoir une croissance négative. Le budget de 1990-1991 ne prévoyait d'augmentations de salaire que pour les infirmières, la police et certains autres employés de services de sécurité; il contenait également la promesse que la rémunération des fonctionnaires les moins payés serait examinée. D'une façon générale, ces augmentations de salaire ne seront pas supérieures au taux d'inflation. Bien que certains craignent que l'allègement fiscal offert par le budget ne favorise l'inflation, on pense en général que celle-ci ne sera pas excessive. Les concessions faites dans le budget aux épargnants et aux investisseurs, ainsi que l'augmentation des dépenses en faveur des services sociaux, compensées par une diminution des coûts réels dans le domaine de la sécurité, devraient avoir un effet d'ensemble positif.

Les perspectives de meilleures relations de travail et de paix industrielle se sont sensiblement améliorées après une réunion, en mars, entre le ministre de la Main-d'oeuvre et des représentants des principaux syndicats,